



Bilan social de l'Union européenne 2018

Bruxelles, 11 Décembre 2018

Messages-clés

Dalila Ghailani

 **#SPEU18**

www.ose.be

Bilan social 2018

La dimension sociale de l'UE à la croisée des chemins

- 2017 marquée par des débats existentiels sur l'avenir de l'Europe.
- Renforcement de la visibilité de la dimension sociale de l'UE, tout en soulignant les profondes divisions entre États membres quant à la voie à suivre.
- La dimension sociale de l'UE se trouve véritablement à la croisée des chemins et nécessite une réflexion de long terme sur son avenir.
- Le Bilan social 2018 contribue à cette réflexion en abordant la question suivante : le socle européen des droits sociaux constitue-t-il un tournant majeur pour la dimension sociale de l'UE ?
- Le SEDS détient le potentiel de contribuer à une future « Union européenne sociale » plus ambitieuse.
- Mais sa mise en œuvre nécessite de se concentrer sur des politiques « éco-sociales ».

Bilan social de l'Union européenne 2018

- **Partie I - La politique de haut niveau: concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux**
 - Analyse des évolutions politiques « de haut niveau » en 2017 et évalue dans quelle mesure ces évolutions sont capables de servir les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de l'UE.
- **Partie II - L'élaboration des politique au quotidien dans l'UE**
 - Décrit et discute l'évolution de la politique sociale menée « au jour le jour » en 2017. Y figurent les premières étapes de la mise en œuvre du SEDS, les questions liées au marché du travail et à l'accès à la protection sociale des travailleurs indépendants, l'impact de la transition numérique sur la qualité de l'emploi et les développements récents dans le domaine de la santé et de la sécurité.

I. La politique de haut niveau: concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux

L'Union sociale européenne : comment la reconstituer ?

Maurizio Ferrera

- Une USE pour renforcer la cohérence fonctionnelle, l'efficacité et la légitimité politique de l'UEM.
- Via un réassemblage créatif d'éléments institutionnels existants.
- A partir d'un système limité d'éléments séparés mais interdépendants soumis à des règles et principes communs pour maintenir/promouvoir deux types de solidarité :
 - Une solidarité paneuropéenne entre états et entre citoyens de l'UE.
 - Des formes traditionnelles de solidarité nationale.

I. La politique de haut niveau: concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux

Bien-être durable, décroissance et politiques éco-sociales en Europe

Max Koch

- Changement climatique : une menace pour la durabilité des politiques sociales.
- Préoccupations environnementales largement ignorées dans les débats des politiques sociales alors qu'elles sont imbriquées :
 - impacts directs et indirects du changement climatique nécessiteront des investissements publics et une reconfiguration des politiques;
 - politiques sociales traditionnelles seront confrontées à une concurrence budgétaire croissante de la part de politiques environnementales prioritaires.
- Contexte international de double injustice :
 - les groupes les plus touchés par le changement climatique sont ceux qui en sont le moins responsables et,
 - les pauvres sont les moins armés pour supporter le fardeau financier des politiques climatiques.
- Trois stratégies : l'optimisme irrationnel, la croissance verte, et le bien-être durable.

I. La politique de haut niveau: concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux

The times they are a-changin'? Le socle européen des droits sociaux : des débats à la confrontation avec le réel

Sebastiano Sabato & Francesco Corti

- Evaluation de l'efficacité de la mise en œuvre du SEDS en 2017 sous trois aspects :
 - sa capacité à « réorganiser » l'agenda social de l'UE;
 - sa capacité à orienter les politiques des États membres, notamment par le biais du Semestre européen; et
 - la possibilité que cela influence les politiques économiques de l'UE.
- Comparaison entre le socle avec l'ancien cadre de politique sociale de l'UE et le paquet investissement social – afin d'identifier les éléments de continuité et de rupture.
- SEDS : nouvelle approche des politiques de protection sociale et d'inclusion de l'UE, celle d'« investissement social fondé sur les droits.

II. L'élaboration des politiques au quotidien dans l'UE

Un nouveau programme législatif pur l'UE : du concret malgré tout ?

Stefan Clauwaert

- Examen des propositions législatives et/ou les consultations des partenaires sociaux contenues dans le « paquet pilier européen » et le « paquet équité sociale » mettant en œuvre le SEDS.
- Les deux paquets ont fait plus que revitaliser les débats et responsabiliser les acteurs : ils ont relancé un nouvel agenda législatif européen en matière de politique sociale.

Paquet socle européen	Paquet équité sociale
<ul style="list-style-type: none">- révision de la directive sur la déclaration écrite,- proposition de directive WLB- consultations sur l'accès à la protection sociale des travailleurs salariés et indépendants- orientation interprétative sur la directive sur le temps de travail	<ul style="list-style-type: none">- création d'une autorité européenne du travail (AET)- proposition de recommandation du Conseil sur l'accès des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants à la protection sociale



- Plus annonce d'une proposition législative concernant un numéro européen de sécurité sociale et un compromis atteint concernant la révision de la directive sur le détachement de travailleurs.
- Valeur ajoutée future en matière de protection des droits des travailleurs : prudence
 - L'antagonisme entre les partenaires sociaux européens les empêche de participer à des négociations formelles sur ces initiatives, limitant l'efficacité future du SEDS,
 - Des désaccords entre les États membres (plus petit dénominateur commun au cours du processus législatif, ex. la proposition de directive sur le WLB).
 - La Commission européenne est redevenue active dans le domaine social : elle a été à la pointe de ces initiatives malgré la résistance des partenaires sociaux de l'UE et du Conseil.

II. L'élaboration des politiques au quotidien dans l'UE

La situation sociale des travailleurs indépendants en Europe : questions liées au marché du travail et protection sociale

Slavina Spasova et Mathijn Wilkens

- Analyse de la diversité des situations sur le marché du travail et l'accès des travailleurs indépendants à la protection sociale.
- Explosion des formes hybrides d'emploi représentant un défi pour les législations nationales du travail et les législations sociales, et le financement des systèmes de sécurité sociale.
- Prise de conscience politique croissante et les initiatives concernant ces problèmes au niveau européen (proposition de recommandation du Conseil définissant un ensemble commun d'éléments constitutifs pour la conception des systèmes de protection sociale des États membres).

II. L'élaboration des politiques au quotidien dans l'UE

Transition digitale dans l'UE : quels impacts sur la qualité de l'emploi ?

Ramón Peña-Casas, Dalila Ghailani, Stéphanie Coster

- Quelques effets positifs de la digitalisation sur les conditions de travail mais de nombreux risques liés à :
 - à l'emploi et aux conditions de travail et d'emploi (impact sur la disponibilité et les types d'emplois et sur la qualité des emplois);
 - à l'organisation du travail (flexibilisation, rythme de travail et impact sur le WLB);
 - qu'aux risques pour la santé physique et mentale des travailleurs (stress, fatigue mentale, aliénation et dépersonnalisation des tâches).
- Partenaires sociaux: rôle clé à jouer pour faire face aux conséquences de la digitalisation, tirer le meilleur parti de ses possibilités et en atténuer les risques. Nouveau droit à la déconnexion.
- Au niveau européen: nécessité d'une compréhension plus complète du phénomène, y compris ses conséquences sur les conditions de travail et la santé physique et mentale.

II. L'élaboration des politiques au quotidien dans l'UE

Une hirondelle fera-t-elle le printemps ? La politique européenne de santé au travail à la croisée des chemins

Laurent Vogel

- Analyse des facteurs à l'origine de la reprise de l'activité législative dans le domaine de la santé et sécurité au travail.
- Focus sur la révision de la directive sur la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail.
- Perspective historique, identifiant deux périodes (« législation » et « bureaucratisation ») et discutant de la possibilité d'une troisième période (« relance »).
- Acte unique européen (1986) suivi d'une dizaine d'années d'activités législatives ayant conduit à une refonte radicale des règles nationales en la matière dans de nombreux États membres.

- '90s: nouvelle approche européenne: de la priorité à l'amélioration des conditions de travail en matière de santé et de sécurité des travailleurs à la priorité aux objectifs de croissance économique et d'amélioration de la compétitivité.
- Conséquence: blocage de facto de nouvelles initiatives législatives dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.
- Directive sur les substances cancérogènes au travail adoptée en décembre 2017 : un changement de cap potentiel avec l'accent sur le droit des travailleurs à un environnement de travail sain et sûr.
- Signe d'une relance des politiques de l'UE dans d'autres domaines prioritaires de la santé au travail ?

Conclusions

Le socle européen des droits sociaux comme tournant majeur

Bart Vanhercke, Sebastiano Sabato et Dalila Ghailani

- Renforcement de la visibilité de la dimension sociale de l'UE en 2017.
- Contribution potentielle du SEDS à l'USE.
- Propositions pour renforcer la dimension sociale de l'UE.

L'Union européenne en 2017: les faits marquants

Cécile Barbier

- Chronologie retraçant les événements marquants de 2017 dans le domaine des affaires sociales et économiques.



Bilan social de l'Union européenne 2018

Dix-neuvième rapport annuel

Social policy in the European Union: State of play 2018

19th annual report

Vanhercke B., Ghailani D. et Sabato S. (dir.) (2018),
Bilan social de l'Union européenne 2018, Bruxelles, Institut
syndical européen (ETUI) et Observatoire social européen.